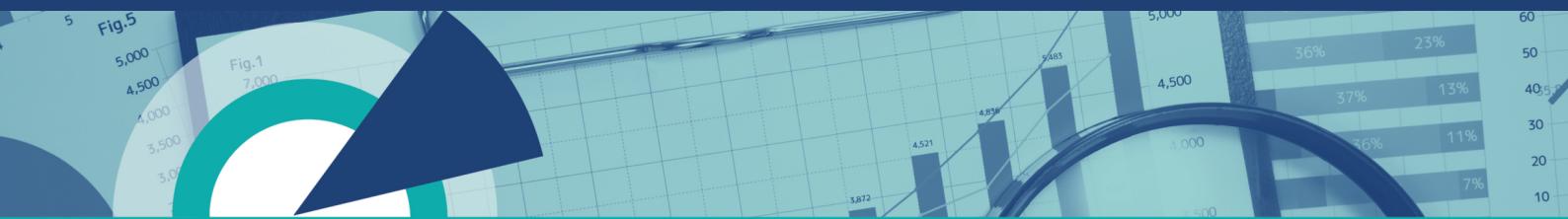


L'activité régionale reste soutenue en fin d'année et l'emploi se maintient

Insee Conjoncture Corse • n° 43 • Avril 2023



Au 4^e trimestre 2022, l'activité économique régionale fait toujours preuve de résilience. L'emploi régional conserve une progression modérée et les déclarations d'embauche, supérieures à leur niveau pré-Covid¹⁹, restent dynamiques en fin d'année. Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant aucune activité continue de diminuer et le taux de chômage reste un des plus bas de France. En revanche, les créations d'entreprises et les mises en chantier se replient nettement. La fréquentation touristique dans les hôtels de la région, en lien avec le trafic de voyageurs aériens et maritimes, dépasse son niveau de 2021.

Au 4^e trimestre, dans un contexte de chocs sur les coûts du gaz et de l'électricité, l'inflation généralisée et le repli de la consommation contribuent au ralentissement de l'activité économique mondiale et nationale. Le PIB français progresse mais plus faiblement qu'au trimestre précédent (+ 0,1 % après + 0,2 % au 3^e trimestre).

L'activité économique régionale reste dynamique par rapport à l'avant crise sanitaire

En région, sur la base du suivi des heures de travail rémunérées, l'activité demeure supérieure de 4 % à son niveau du 4^e trimestre 2019 ► figure 1. La tendance nationale est similaire avec une hausse d'activité de 4 %. Les services marchands y contribuent nettement. En effet, l'activité insulaire est encore très dynamique dans l'hébergement-restauration où elle dépasse de 13 % son niveau d'avant crise sanitaire. Dans le commerce, le rebond atteint 5 %. De même, la hausse s'élève à 4 % dans la construction et à 1 % dans la fabrication des denrées alimentaires-boissons&tabac.

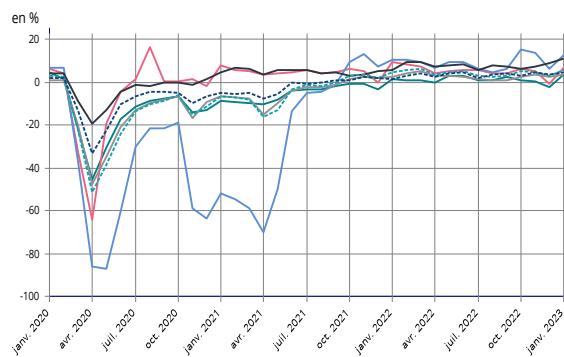
En début d'année, l'activité économique garde le cap. Tous secteurs confondus, les heures rémunérées sont encore supérieures de 6 % à leur niveau de janvier 2019.

L'emploi régional résiste mais sa croissance ralentit

Au 4^e trimestre 2022, l'emploi salarié régional augmente de 0,2 % par rapport au trimestre précédent, soit une évolution identique à la tendance nationale ► figure 2 ► avertissement.

► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de 2019

- Industrie
- Construction
- Hébergement et restauration
- Autres services principalement marchands
- Services principalement non marchands
- Ensemble - Corse
- Ensemble - France hors Mayotte

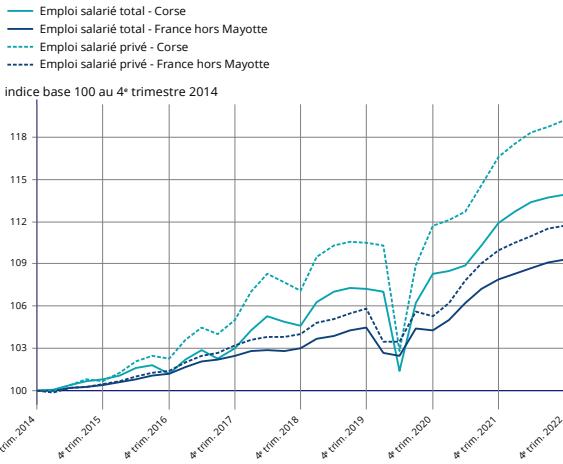


Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

La région totalise 128 260 emplois fin décembre. La progression est portée par le secteur privé (+ 0,4 %) à contre courant du secteur public (- 0,5 %). L'emploi régional, dont le niveau est supérieur de 6,3 % à son niveau d'avant-crise (4^e trimestre 2019) retrouve un rythme de croissance plus modéré à l'image de celui d'avant Covid ¹⁹.

► 2. Évolution de l'emploi salarié



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimation d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Le tertiaire marchand hors intérim porte cette croissance avec + 0,4 % par rapport au 3^e trimestre 2022. L'hébergement & restauration, encore dynamique en fin d'année, enregistre la plus forte augmentation (+ 1,2 %). L'emploi est bien orienté également dans les secteurs où les effectifs sont moindres. Il est également en hausse dans les activités financières et d'assurance (+ 1,0 %). Les effectifs progressent dans les mêmes proportions dans les activités scientifiques&techniques-services administratifs et soutien ainsi que dans les autres activités de services (respectivement + 1,0 % et + 1,2 %). La progression est plus modérée dans l'information et communication (+ 0,4 %) et dans les activités immobilières (+ 0,5 %).

Dans le secteur du commerce & réparations automobiles, ainsi que dans le transport et entreposage, la situation est moins favorable à l'emploi (respectivement - 0,3 % et - 0,7 %).

Sur l'île, les effectifs salariés de la construction se stabilisent ce trimestre (- 0,2 %) à un niveau élevé.

L'industrie marque le pas (- 1,2 %) pour le 2^e trimestre consécutif. En effet, l'emploi se contracte nettement dans le secteur de la fabrication de denrées alimentaires, boissons et tabac (- 2,5 %), ainsi que dans les activités de production d'énergie, eau et gestion des déchets (- 0,7 %).

Dans le tertiaire non marchand, l'emploi stagne par rapport au 3^e trimestre 2022 (+0,1 %). Les effectifs s'étoffent dans l'hébergement médico-social et l'action sociale (+ 1,0 %) et dans les activités de santé humaine (+ 0,8 %). En revanche, ils diminuent nettement dans l'enseignement (- 1,3 %), ce qui explique cette moindre progression. Enfin, l'intérim est stable ce trimestre avec 615 salariés fin décembre.

Avertissement :

Pour cette publication de l'emploi salarié au quatrième trimestre 2022, les Estimations trimestrielles d'emploi (ETE) sont révisées sur le passé (voir note méthodologique) :

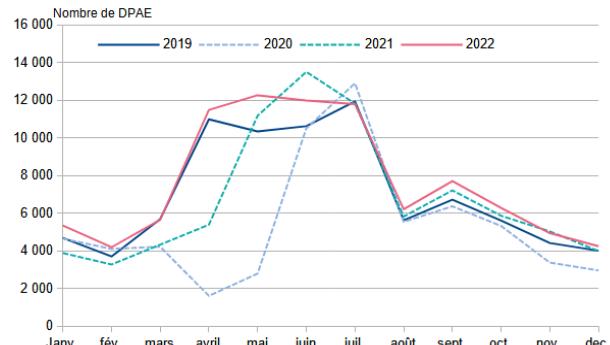
- elles ont été calées sur les Estimations annuelles d'emploi de fin 2020, elles-mêmes révisées en janvier 2023 avec pour principal impact de rehausser le niveau de l'emploi salarié en 2020 (voir l'Insee Focus no 288 « En 2021, l'emploi augmente de façon inédite ») ;
- les séries sur l'alternance dans le secteur privé ont été révisées, en raison notamment d'une nouvelle correction des variations saisonnières, avec pour conséquence une légère révision de la dynamique infra-annuelle de l'emploi salarié privé depuis 2020. Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) a pu transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations ont été réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. En particulier, au troisième trimestre 2022, une bascule vers la source DSN a été opérée pour la fonction publique de l'État. Ce changement de source a pu entraîner une rupture de la saisonnalité de la mesure de l'emploi public; les ruptures les plus nettes ont été neutralisées, mais certaines moins évidentes et plus légères peuvent subsister. Les évolutions du troisième et quatrième trimestre 2022 sont donc à considérer avec prudence sur ce champ.

Un niveau de recrutements supérieur à celui de 2019

Au 4^e trimestre 2022, hors contrats d'intérim, les Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE) excèdent de 10 % leur niveau de 2019 ► figure 3. Le bon niveau de recrutements dans le secteur du commerce, en fin d'année, porte entre autres, cette progression avec + 6 % de DPAE par rapport au 4^e trimestre 2019. Malgré un volume plus faible, les intentions d'embauche augmentent de 5 % dans les transports et entreposage. Particulièrement dynamiques dans le secteur de l'information et communication, les déclarations bondissent avec plus de 1600 intentions d'embauches en CDD, pic qui correspondrait aux besoins ponctuels des productions audiovisuelles du cinéma et de la télévision. En revanche, elles régressent de 6 % dans le secteur important de l'hébergement & restauration.

Par rapport à leur niveau d'avant crise, les intentions d'embauche affichent le repli le plus fort dans la construction (- 16 %). Les intentions d'embauche restent néanmoins bien orientées, aux mois de janvier et février, elles dépassent de 11 % leur niveau de 2019.

► 3. Nombre de déclarations préalables à l'embauche depuis 2019



Source : Urssaf-Acoss, déclarations préalables à l'embauche 2019, 2020, 2021, 2022.

Le nombre d'inscrits à pôle emploi progresse

Au 4^e trimestre 2022, 18 930 demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont inscrits à pôle emploi en catégorie A, B, C en Corse (données corrigées des variations saisonnières). Leur nombre augmente de + 1,6 % par rapport au trimestre précédent dans un contexte de repli national (- 0,8 %). En un an, la baisse du nombre d'inscriptions en Corse est proche de celle en France (- 5,1 % contre - 5,4 %).

Contrairement au 3^e trimestre, le nombre de demandeurs âgés de 50 ans ou plus progresse de 2,5 % tandis que celui des moins de 25 ans diminue nettement (- 2,6 %). Le nombre d'inscrits âgés de 25 ans à 49 ans se réoriente à la hausse (+ 2,0 %). La tendance s'inverse aussi ce trimestre chez les demandeurs inscrits depuis un an ou plus, en légère progression (+ 0,6 %).

Néanmoins, le nombre de demandeurs inscrits en catégorie A diminue de 1,9 %. Dans le même temps, le repli national est encore plus marqué (- 3,6 %). Sur un an, cet effectif de demandeurs d'emplois n'ayant aucune activité continue de baisser, de 7,3 % dans l'île, dans un contexte national également en net recul (- 9,3 %) ▶ **avertissement**.

Avertissement :

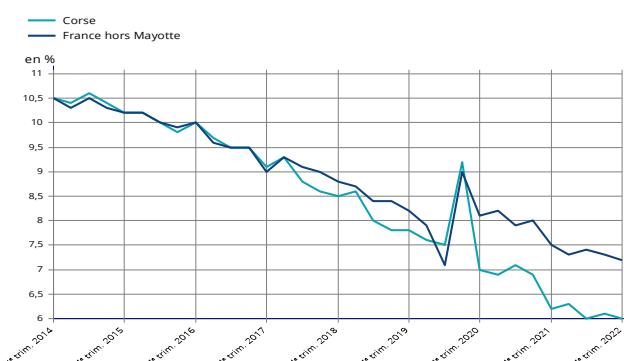
La généralisation du nouveau formulaire d'actualisation en fin de mois des demandeurs d'emploi, intervenue par étapes au cours de l'année 2022, a un impact pérenne à la baisse sur le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A et, en contrepartie une hausse des catégories B et C liées à la meilleure déclaration des heures d'activité réduite et d'une légère hausse des sorties de listes. Pour plus de détails, voir la note de la Dares : « Incidents et changements de procédure » (page 4 et 5).

Le taux de chômage insulaire reste parmi les plus bas de France

Au 4^e trimestre 2022, en Corse, le taux de chômage localisé s'établit à 6,0 % de la population active. En léger repli par rapport au 3^e trimestre (- 0,1 point), il recule de 0,2 point sur un an et se maintient encore bien en dessous du taux de chômage national. En France hors Mayotte, le chômage concerne 7,0 % de la population active, soit un taux inférieur de 0,3 point à son niveau du 4^e trimestre 2021 ▶ **figure 4**.

Seules, les régions de Bretagne et Pays-de-la-Loire affichent un taux de chômage inférieur à celui de la Corse (5,8 % de la population active).

► 4. Taux de chômage



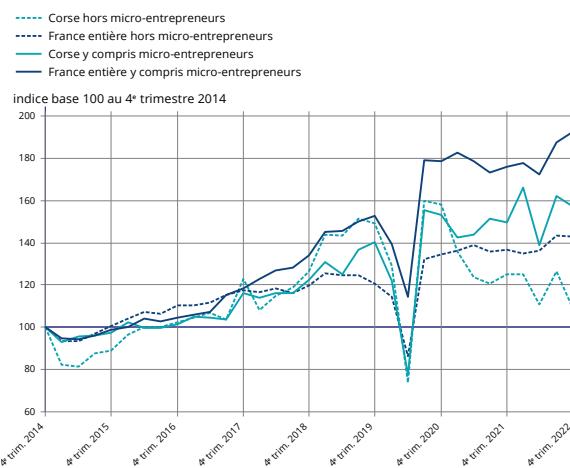
Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents; données trimestrielles CVS.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

Les créations d'entreprises marquent le pas

En Corse, au 4^e trimestre 2022, 1 556 entreprises sont créées (données corrigées des variations saisonnières), soit un repli de 3 % par rapport au trimestre précédent. Cette inflexion s'inscrit à contraria de la tendance nationale (+ 3 %) et de la dynamique de création des micro-entreprises (+ 4 %) ▶ **figure 5**.

► 5. Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Ce repli succède à des périodes d'augmentation particulièrement marquées, et affecte très marginalement une évolution dans le temps orientée à la hausse.

Contrairement au précédent trimestre, sur l'île, les créations diminuent dans presque tous les secteurs. Le repli est de 6 % dans la construction, de 4 % dans le commerce-transport-hébergement-restauration et de 5,5 % dans les services. Les créations dans l'industrie redémarrent, en hausse de 28 % par rapport au 3^e trimestre, mais les créations du secteur représente 8,5 % de l'ensemble régional.

Le nombre d'entreprises nouvelles dépasse ainsi de 12 % son niveau du 4^e trimestre 2019 (+ 26 % au niveau national). Le succès du statut des microentreprises (+ 62 %) ne faiblit pas tandis que les créations d'entreprises classiques demeurent inférieures de 27 % à leur niveau d'avant crise.

Par ailleurs, les défaillances d'entreprises, progressent fortement ce trimestre (+19 %) en lien avec la reprise des procédures judiciaires suspendues pendant la crise sanitaire. Avec 230 procédures en cumul sur 12 mois, elles prolongent la tendance haussière réamorcée au précédent trimestre, mais restent toutefois inférieures au niveau de défaillances de la même période de 2019. La Corse enregistre une augmentation nette de 63 % de ces procédures par rapport au même trimestre de 2021. Au niveau national, la tendance est identique, en cumul annuel, les défaillances progressent de 10 % au cours du trimestre et de 49,5 % sur un an.

Une situation contrastée dans la construction

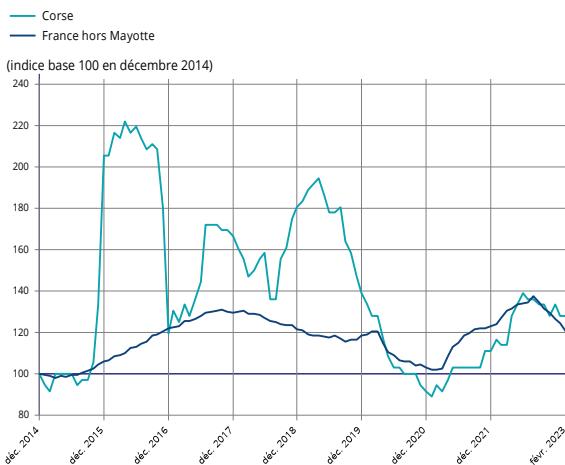
Fin décembre 2022, 4 800 permis de construire sont validés en Corse pendant l'année. Les autorisations de construire se stabilisent au 4^e trimestre par rapport au trimestre

précédent ► figure 6. La tendance baissière s'accentue en Haute-Corse, qui regroupe les deux tiers des autorisations. Dans ce département, les permis de construire diminuent de 6 % et contrastent avec le dynamisme en Corse-du-Sud (+ 13 %) amorcé au 3^e trimestre. Sur un an, le rebond des autorisations reste néanmoins nettement plus fort en Corse (+ 20 %) qu'en France hors Mayotte (+ 3 %).

Au 4^e trimestre 2022, avec 2 800 logements commencés en cumul annuel, le nombre de mises en chantier se replie encore de 10 % par rapport au trimestre précédent. Par rapport à la même période de 2021, la baisse est plus prononcée (- 22 %) ► figure 7.

La diminution très nette des mises en chantier en région est imputable à la Corse-du-Sud. Dans ce département le nombre de chantiers débutés sur 12 mois recule de 21 % ce trimestre tandis que celui de Haute-Corse reste stable. Par rapport à décembre 2021, la baisse est plus marquée dans le département du sud de l'île (- 39 %) que dans celui du nord (- 6 %).

► 6. Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SDES, [Sit@del2](#).

► 7. Évolution du nombre de logements commencés



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

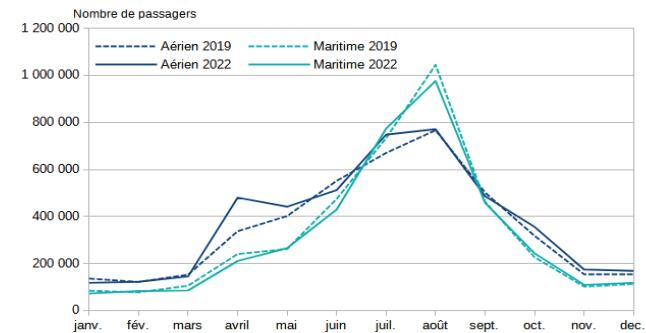
Source : SDES, [Sit@del2](#).

Une fin d'année excédentaire dans le transport de voyageurs

Les conditions météorologiques de l'arrière-saison contribuent à l'essor du transport de passagers au 4^e trimestre 2022, dépassant son niveau d'avant crise de 10 % ► figure 8. Ce dynamisme accru par rapport à une bonne arrière saison 2019 incombe d'abord au transport aérien qui gagne 12 % de voyageurs mais aussi au maritime qui progresse de 7 %.

Les flux aériens sont nettement excédentaires par rapport à 2019 en octobre et novembre (respectivement + 12 % et + 13 %) ainsi qu'en décembre, favorisés par les fêtes de fin d'année (+ 10 %). Après les mois d'octobre et novembre bien orientés (supérieurs de 7 % aux niveaux 2019), le transport maritime affiche encore un excédent de 4,5 % en décembre.

► 8. Évolution du trafic de passagers



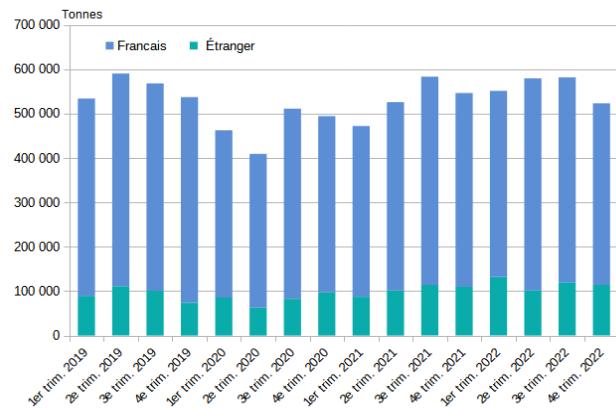
Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Au 4^e trimestre 2022, les volumes de fret transportés par voie maritime s'établissent à 523 000 tonnes, soit une inflexion par rapport au précédent trimestre (- 1 % en cumul sur douze mois). Cette diminution confirmerait la baisse nationale de la consommation des ménages.

Le trafic de marchandises régresse de 3 % (soit - 14 100 tonnes) par rapport au 4^e trimestre 2019 ► figure 9.

Les échanges s'intensifient nettement avec l'étranger (+ 54 %), mais ils se replient dans le même temps de 12 % avec la France.

► 9. Trafic trimestriel de marchandises de 2019 à 2022



Note : Volume en tonnage du transport de marchandises - Échanges avec la France et avec l'étranger.

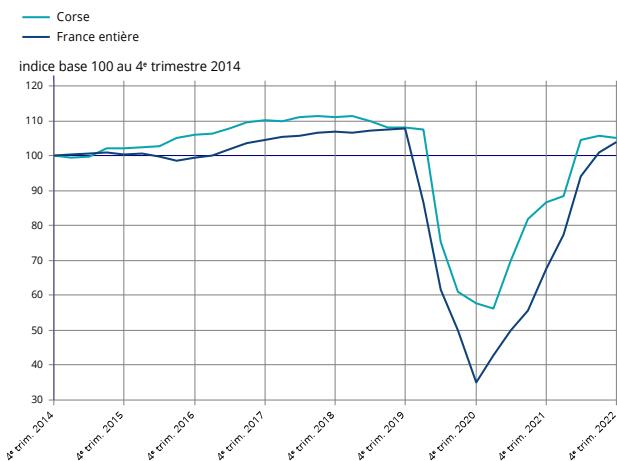
Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Une fréquentation hôtelière soutenue en fin d'année

Au 4^e trimestre 2022, le nombre de nuitées dans les hôtels de la région est supérieur de 5 % à celui du 4^e trimestre 2019 ► figure 10. La fréquentation plus soutenue des touristes venant de France (les résidents, + 7 %), compense la baisse de la clientèle en provenance de l'étranger (les non-résidents, - 5 %) qui perdure depuis la crise sanitaire.

En octobre, la hausse de fréquentation (+ 2 %) est portée exclusivement par une clientèle domiciliée en France (+ 5 %). Au contraire, les non-résidents sont moins présents (- 8 %) par rapport à l'avant-crise. Toutefois, les mois suivants, les hausses de nombres de nuitées en novembre (+ 15,5 %) et en décembre (+ 11 %) concernent tous les visiteurs. Le regain d'intérêt de la clientèle en provenance de l'étranger pour les hôtels de la région engendre une progression de 19 % de leurs nuitées en novembre et 7,5 % en décembre par rapport au 4^e trimestre 2019.

► 10. Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2014.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) ●

Marie-Pierre Nicolaï (Insee)

► Contexte international – Malgré son ralentissement, l'économie mondiale a résisté en fin d'année 2022

Au quatrième trimestre 2022, l'activité économique a ralenti en zone euro, et même fléchi en Allemagne et en Italie, du fait du net recul de la consommation des ménages dans un contexte d'inflation élevée. La production manufacturière a toutefois mieux résisté que ce que l'on pouvait craindre face au renchérissement de l'énergie. Hors zone euro, le PIB a également marqué le pas en Chine en raison d'un regain épidémique, mais il a continué de croître aux États-Unis. Au premier semestre 2023, l'activité mondiale progresserait de façon modérée, bénéficiant de la relative atténuation des tensions sur l'énergie en Europe et de la réouverture de l'économie chinoise.

► Contexte national – En France, la croissance reste positive mais modeste

Le PIB français a de nouveau ralenti au quatrième trimestre 2022 (+0,1 % après +0,2 %), malgré une consommation des ménages en net retrait (-1,2 %). Du fait de températures clémentes et de comportements de sobriété, les ménages ont fortement réduit leur consommation d'énergie, d'autant que l'inflation est demeurée à un niveau élevé (autour de 6 % sur un an). La production industrielle en revanche n'a pas reculé, malgré l'effet ponctuel des grèves dans les raffineries et la diminution de l'activité dans certains secteurs énergointensifs. L'investissement des entreprises a continué de progresser, bien qu'en ralentissant, et les exportations ont été soutenues par des livraisons aéronautiques et navales. Au premier semestre 2023, la croissance resterait modeste, la hausse des prix continuant de peser sur la dynamique de la consommation.

► Pour en savoir plus

- « [La croissance résiste, l'inflation aussi](#) », Note de conjoncture, mars 2023.
- « [Incidents et changements de procédure](#) », Dares, 2023.
- [Tableau de bord de conjoncture Corse](#)
- [Acoss-Urssaf, publications de la région Corse](#)

